

Communiqué de Presse de l'Assemblée Lotoise pour la Nupés Pour la réouverture de la ligne de chemin de fer Cahors-Capdenac « Nous demandons un débat citoyen »

Le Conseil Départemental et le Syndicat des Voies vertes du Lot s'apprêtent à hypothéquer l'avenir économique, social, environnemental et patrimonial de notre département en lançant le projet de déferrement de la ligne de chemin de fer entre Cahors et Capdenac, au profit d'une « voie verte cyclable », à des seules fins touristiques.

Cela rendrait impossible et de façon irrémédiable toute solution de transport collectif ferré entre Figeac et Cahors. C'est pourquoi, nous citoyens, membres de l'Assemblée Lotoise pour la Nupés, réclamons la tenue urgente d'un débat citoyen au niveau départemental afin que puissent être, enfin, confrontés les objectifs de ce projet avec les possibilités de réouverture d'un service public de transport ferroviaire.

L'Assemblée Lotoise pour la Nupés a adressé à l'ensemble des élu-es des municipalités du Lot un courrier leur demandant de s'exprimer par un vote sur un moratoire du déferrement, l'organisation d'un débat démocratique suivi d'une consultation qui permettra de recueillir l'avis de nos concitoyens sur l'avenir de cette ligne.

Il n'est pas question d'opposer vélo et transport collectif par le rail. La création d'un réseau de voies vertes cyclables dans notre département est un élément pertinent d'une politique touristique.

Il s'agit de construire un outil supplémentaire dans l'indispensable transition écologique. La réouverture de cette voie ferrée offrira aux Lotois-es un moyen de déplacement sûr et peu polluant alors que l'utilisation du transport automobile est responsable d'importantes émissions de gaz à effet de serre bien supérieures à la moyenne nationale.

De plus, de par son profil plat, cette ligne est particulièrement adaptée au transport du fret alors qu'un train représente l'équivalent d'une trentaine de camions.

Enfin, cette ligne participerait à l'attractivité du territoire et au désenclavement de toute la partie du département qu'elle irriguerait.

Rappelons également que la Région a pris la décision d'investir fortement (800 millions d'euros) pour garder et réouvrir des lignes ferroviaires secondaires désaffectées, sur 204 kilomètres d'ici à 2028.

Il est urgent qu'un débat ait lieu avant l'irrémédiable.